

ÉPISODE CÉVENOL 28

Septembre 2022

Un courant d'air et de rivière

La guerre à nos portes

Dans sa réponse à la lettre du Collectif contre la militarisation des vallées cévenoles, l'armée revient sur l'objectif de l'implantation de la légion étrangère dans la ferme de Bannière à Saint-Jean du Gard complétant les déclarations d'autres responsables militaires. Mis bout à bout ces propos font apparaître une perspective inquiétante qui se trouve renforcée par deux actualités militaires dans la région.

Dans sa lettre, l'armée dit vouloir s'installer à Bannière notamment pour contribuer à la « sécurité locale » ce qui pour le moins laisse pantois. Contre qui ou quoi faudrait-il qu'elle nous défende ? Elle annonce également qu'il n'est pas question d'interdire tout usage de munitions car cela « impliquerait des conséquences inacceptables pour les sociétés de chasse » avec lesquelles compte s'associer la légion pour « contribuer à la régulation du gibier ». Rappelons que le cahier des charges établi au moment de la vente lui interdisait les tirs. S'emparer de l'activité des chasseurs pour s'octroyer le droit de tirer n'augure pas des temps sereins.

Plusieurs responsables de la légion étrangère se sont exprimés dans les mois passés par voie de presse pour justifier ce projet d'achat de ferme. Ils expliquent qu'elle dispose d'une dizaine de fermes dans le Sud de la France qui servent à l'apprentissage de la tactique militaire, des manœuvres, des exercices de tirs, des marches etc. (Le Monde, 29.05.22).

L'objectif déclaré de l'achat de Bannière est de « s'approprié encore davantage le département du Gard en rayonnant vers le nord » (Objectif Gard, 05.04.22). S'agirait-il de procéder à une jonction entre Nîmes, siège du 2e régiment étranger d'infanterie, et de la 13e demi-brigade de la Légion stationnée à La Cavalerie en Aveyron en passant par Saint-Jean du Gard ?

Force est de constater que la présence de militaires dans la région s'intensifie. Déjà en février et en septembre 2021, des légionnaires s'entraînaient en Lozère notamment en pleine ville de Mende (La Lozère nouvelle, 16.09.21).

Actuellement, à partir du 12 septembre et pour un mois l'Aveyron est le théâtre d'un exercice militaire de grande ampleur dans lequel sont engagés plus de 3000 militaires, 300 engins et 30 hélicoptères. Les lieux exacts ne sont pas divulgués et la population risque d'être surprise de jour comme de nuit par des entraînements, des largages de parachutistes, la circulation de véhicules, des survols d'hélicoptères etc. Le centre ville de Rodez sera également investi par les forces spéciales. Le délégué militaire adjoint en Aveyron déclare : « C'est une préparation à une éventuelle guerre de haute intensité sur notre sol » (France 3, 12.09.22).



Cette opération gigantesque se déroule au même moment que le 1er forum des armées qui a lieu à Alès les 23 et 24 septembre. La population est invitée à une présentation de matériel et une démonstration de militaires de différents corps d'armée mais aussi à des parcours commando pour enfants. L'objectif est de valoriser l'action des armées et d'attirer les jeunes. La gendarmerie, la police et les pompiers seront également présents et tous cherchent à recruter (Midi-Libre, 12.09.22).

L'époque des guerres lointaines est bel et bien révolue. Si les villes ont été investies par les militaires dans le cadre des plans vigipirate et sentinelle, les campagnes semblaient à quelques exceptions près épargnées. Cette militarisation progressive du territoire interroge : Assistons nous à la volonté de contrôle de la population par un maillage militaire qui accompagne une préparation à des conflits armés de haute intensité ? [Tissa]

Grande muette et petite bavarde

Je sais tout, j'ai tout entendu, j'ai écouté aux portes aux fenêtres et aux balcons. J'ai observé, noté, capté.

J'ai vu une guêpe déjà caustique, se terrer, devenir acrimonieuse.

J'ai vu des cloportes pleutres ramper, raser les murs, détourner leurs regards gênés et troubles.

J'ai vu des réputés magnanimes devenir avides, des donneurs de leçons retourner leur pantalon, les taupes enfourcher leurs vélos, les fouines prendre des photos, des poulets sans ailes rôder en camionnettes bleues.

J'ai humé le bois des langues figées dans les bouches, les faux-semblants les plus lâches. J'ai vu les tiroirs-caisses s'ouvrir béants, l'argent n'a pas d'odeur, amène.

J'ai remarqué le passant qui change de trottoir en m'apercevant, celui qui fouille nerveusement dans son sac à ma vue.



J'ai entendu des chœurs somptueux de mauvaise foi, des consignes et des mensonges repris en boucle.

J'ai perçu les silences éloquents, les tactiques d'évitement si grossières qu'elles cachaient mal les sujets sérieux que l'on voulait éviter pour protéger, faire taire des voix, ne pas se mouiller, ne pas se fâcher, sauf peut-être avec soi-même, et encore..

J'ai lu que des militaires se chargeraient de la "régulation du gibier". Miracle de la sémantique, avant cette pratique s'appelait "la chasse". De nos jours, pas de quoi s'étonner, une guerre devient bien "une opération spéciale"..Et puis à quoi serviraient les fusils sinon à tuer ?

J'ai eu la vision d'un cheval rutilant, fruit probable d'un dessein mûri de longue date. Ça m'a rappelé un célèbre épisode de l'Odyssée, racontée au collègue par nos profs aux cheveux grisonnants.

Viens donc l'ami, entre, installe-toi, surtout prends tes aises, fais comme chez toi !

Entre donc, cheval sauveur, héraut d'une nouvelle ère, porteur d'espoir et d'euros, annonciateur d'un nouvel Eldorado. Voici venu le temps du tourisme kaki.

[Edwige]

L'hiver approche...

La sobriété énergétique ? Voilà que des mots bien rarement prononcés par nos responsables politiques se retrouvent subitement placés sur le devant de la scène... ! La France se serait-elle enfin décidée à rattraper son considérable retard dans ses engagements à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ? Aurait-elle enfin consenti à prendre au sérieux les catastrophes climatiques qui se déclenchent sous nos yeux à intervalles de plus en plus fréquents et réguliers ? Non bien sûr, ne rêvons pas ! La demande faite par le chef du gouvernement à ses concitoyens de réduire leur consommation énergétique cet hiver est plutôt à interpréter dans le cadre de la guerre en Ukraine et de ses conséquences sur la hausse du prix du kilowatt-heure que dans celui de l'écologie...

Cette politique du « petit geste » n'a d'ailleurs pas grand chose à voir avec l'idée de sobriété soutenue par les défenseurs de l'écologie politique. « Éteindre sa wifi quand on part en vacance » ou « baisser sa clim' » sont des injonctions qui au contraire écartent du débat les questions fondamentales sur la soutenabilité de nos modes vies. Elles le dépolitisent d'autant plus qu'elles nourrissent l'espoir qu'une transformation majeure de la société pourrait advenir simplement si chacun y mettait un peu du sien. Pire encore, ces annonces, qui s'insèrent dans les politiques dites de développement durable ou de croissance verte, « rassurent sans résoudre structurellement les problèmes écologiques et sociaux. La croissance infinie n'existe pas et notre niveau de développement, n'est déjà plus durable... Ces croyances permettent seulement de donner bonne conscience au consommateur, tout en continuant à lui imposer le désir de l'avoir futile » (2).

Car en effet, comment trouver un sens à de pareilles sollicitations dans une société de consommation qui crée toujours plus de besoins artificiels ? Hannah Arendt, dans la « Condition de l'homme moderne », écrivait en 1958 : « toute notre économie est devenue une économie de gaspillage dans laquelle il faut que les choses soient dévorées ou jetées presque aussi vite qu'elles apparaissent dans le monde pour que le processus lui-même ne subisse pas un arrêt catastrophique ». Partant de ce constat, comment rétablir un principe d'autolimitation et nous sortir de cette aliénation consumériste dont la seule perspective est la fuite en avant ? La question relève du politique et de la construction d'un nouveau projet de société basé sur des valeurs soutenables et enviables. Pour André Gorz, « l'autolimitation se déplace ainsi du niveau du choix individuel au niveau du projet social. La norme du suffisant, faute d'ancrage traditionnel, est à définir politiquement ». La mise en place d'un projet économique et social capable de restreindre le productivisme garantirait selon lui aux individus « une vie plus libre, plus détendue et plus riche. » Il pose franchement la question : « Quel monde voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et

culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? » (3). Programme certainement plus ambitieux et enthousiasmant que les maigres propositions de suspendre cet hiver les illuminations des marchés de Noël...

Le plan énergétique porté par le gouvernement ne remet ainsi nullement en cause la croissance, bien au contraire. L'objectif est d'ailleurs clairement annoncé par son ministre délégué en charge de l'Industrie : « L'industrie est un gros consommateur d'énergie. Mais c'est un secteur qu'on souhaite au maximum préserver puisque derrière chaque consommation d'énergie, il y a de l'emploi et de l'activité ». L'industrie et le productivisme continueront donc bon gré mal gré, et ce sont les nouvelles technologies qui seront censées résoudre l'équation insoluble d'allier une croissance sans fin avec des ressources limitées. Les projets « innovants » – tous autant de destructeurs de l'environnement et énergivores les uns que les autres, ne manquent d'ailleurs pas : stockage souterrain du carbone, implantation de « méga-bassines » pour les besoins en eau de l'agro-industrie, réacteurs nucléaires nouvelle génération, recours au tout-numérique malgré les ressources pharamineuses requises par les datacenters...

Tandis que les industriels continueront d'empocher de nouveaux profits liés à la restructuration énergétique, la population se contentera de vivre avec les coupures et les restrictions. Et le catastrophisme d'État pourra aisément punir tout récalcitrant à ses injonctions. Il est d'ores et déjà prévu que si les incitations à plus de sobriété ne portent pas leurs fruits, des mesures contraignantes seront engagées. Comme l'indiquaient René Riesel et Jaime Semprun il y a une dizaine d'années : « Le capitalisme s'engage maintenant dans une phase où il va se trouver contraint de mettre en place tout un ensemble de techniques nouvelles de la production d'énergie, de l'extraction des minerais, du recyclage des déchets, etc., et de transformer en marchandises une partie des éléments naturels nécessaires à la vie. [...] Les données scientifiques de la prise de conscience écologique sont utilisées et manipulées pour construire des mythes qui ont pour fonction de faire accepter comme impératifs absolus les efforts et sacrifices qui seront indispensables pour que s'accomplisse le nouveau cycle d'accumulation capitaliste qui s'annonce. » (4)

Inévitablement, les mesures prises par le gouvernement ne seront que difficilement acceptées tant qu'elles porteront en

elles un caractère injuste et imposé. Car celles-ci exacerbent les inégalités sociales dans l'accès aux ressources et éludent la responsabilité d'une minorité privilégiée dans le saccage de la planète tout en culpabilisant le reste de la population. Demander des efforts à chacun pour limiter sa consommation énergétique prêterait presque à sourire si le sujet n'était pas déjà tragique : plus de 12 millions de français sont à ce jour considérés en précarité énergétique, peinent à se chauffer l'hiver ou à se déplacer, n'ayant soit pas de véhicule, soit rencontrant des difficultés pour payer le carburant... Pourtant, la sobriété devrait être pensée comme le rejet de la démesure ou du dépassement des limites et doit permettre que ceux qui ne parviennent pas aujourd'hui à satisfaire leurs besoins essentiels le puissent. C'est ce qu'affirmait Gorz : « L'énergie étant limitée, la surconsommation des uns



condamne les autres à la misère. En assurant à chacun l'accès à l'énergie qui lui est nécessaire, le principe de sobriété énergétique empêche les surconsommations injustes et polluantes. » La polémique actuelle autour de l'utilisation des jets privés illustre particulièrement bien ce propos.

Le discours institutionnel détourne le sens originel de la sobriété pour aller vers une rédefinition au rabais. Ce terme

fort, qui pendant longtemps a été un étendard de radicalité, est ici limité aux petits gestes, à une simple réduction des gaspillages prétendument compatible avec la croissance économique (5). Le risque est grand de perdre de vue son sens politique et le fait qu'il pourrait être un important outil de justice sociale et de résistance face à l'extrême marchandisation de nos existences. Il importe donc de se poser les questions suivantes : le capitalisme industriel peut-il remédier aux ravages écologiques qu'il entraîne ? Les limites à la consommation énergétique seront-elles imposées par les défenseurs du système actuel pour sa perpétuation ou établies dans le cadre d'une lutte pour instaurer un nouveau projet politique soutenable ? Et plus largement, comme le titrait l'auteur d'un article récent sur le développement durable : jusqu'à quand va-t-on perpétuer la religion du Progrès ? (6) Car comme pour toute forme d'oppression, les idéologies ne tombent que lorsqu'on les pousse... [Fred]

1. Florian Tignol, « Repenser notre rapport à la sobriété », La Fabrique Écologique, Sept. 2020
2. André Gorz, « Leur écologie et la nôtre », Seuil, 2020
3. René Riesel, Jaime Semprun, « Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable » - Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2008
4. Voir l'article de Bruno Villalba, « De la sobriété imposée à la sobriété choisie », Reporterre, 8 mars 2016
5. Jacques Luzi, « Développement durable, jusqu'à quand va-t-on perpétuer la religion du progrès ? », Article paru dans « Greenwashing, Manuel pour dépolluer le débat public » - Seuil, 2022

ÉTÉ CATASTROPHE, que font nos gouvernements ?

Nous, habitant.es de la France, avons subi de plein fouet, cet été 2022, les conséquences des désastres climatiques. Qui n'a pas souffert de la canicule, des feux de forêt, de la sécheresse ? Qui n'a pas assisté.e, impuissant.e, à la désolation des sols jaunis, de la terre devenue béton, des rivières sans plus une goutte d'eau, des glaciers qui s'effondrent dans nos vallées ?

Rappelons-nous, le président Jacques Chirac, avertissait le monde entier en 2002 à Johannesburg lors du sommet de la terre « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Il n'a rien fait pour arrêter ce feu, ni lui ni aucun autre président qui lui a succédé.

Et pourtant, chaque année, des hauts fonctionnaires, experts, conseillers ainsi que des acteurs de la société civile des 180 États de la planète se penchent sur ce problème lors des conférences onusiennes pour le climat, les COP. Ce sont deux semaines de travail intense pour trouver des solutions, « acceptables par tous », c'est à dire des solutions confortables encore plus désastreuses pour le dérèglement climatique.

De plus, le groupe des experts du climat – GIEC – fournit des rapports suffisamment documentés qui permettraient de prendre les décisions appropriées. Sont-ils mis à contribution par pure démagogie ?



Alors :

> Pourquoi aucune décision efficace n'a-t-elle été prise depuis 20 ans ?

> Pourquoi les engagements ou les propositions des responsables politiques n'ont-ils pas pesé dans les négociations, ils auraient montré ainsi une réelle volonté d'agir pour au moins atténuer les conséquences dramatiques du dérèglement climatique ?

> Pourquoi, le président Macron a-t-il mis en place une convention citoyenne pour le climat ? Pourquoi avoir promis à ses membres de mettre en œuvre ou de soumettre à référendum toutes leurs propositions ? Pourquoi n'avoir retenu, au final, que 10% de leurs propositions ?

> Alors que le Conseil d'État a condamné l'État français pour inaction climatique le 14 octobre 2021 et l'a enjoint à prendre les mesures nécessaires, pourquoi le gouvernement a-t-il jugé que ses mesures déjà prévues étaient suffisantes ?

> La détresse est générale dans notre pays face aux feux de forêt tout azimut, alors pourquoi le gouvernement n'annonce t-il que des mesures de réparations, certes nécessaires, mais totalement insuffisantes ? Pourquoi ne pas réfléchir à une autre gestion de la forêt en France ?

> Pourquoi ne pas condamner les véritables criminels climatiques que sont les multinationales des énergies fossiles ? Cette utilisation massive des énergies fossiles dans les transports, les bâtiments et l'agriculture est bien la cause des émissions excessive de gaz à effet de serre

Une colère immense gronde en nous

Les choix de nos gouvernants sont dictés par les lobbies des multinationales. Ils sont porteurs de valeurs destructrices, celles de croissance et de progrès héritées des Modernes. Les seules recommandations que nous dictent nos gouvernants ... sont des injonctions à favoriser les petits gestes et inciter à la responsabilité individuelle telles que La clim porte ouverte, ce n'est plus acceptable. débrancher un maximum de prises électriques et couper le wifi durant les vacances, injonction ne mettant absolument pas en cause le gaspillage insensé des véritables responsables .

Ce ne sont ni ce gouvernement, ni ce système libéral qui l'inspire qui ont les compétences indispensables aux décisions fondamentales qui nous permettraient, à nous vivants et non vivants, de pouvoir continuer à habiter cette terre.

Allons un peu plus loin sur l'évolution de la situation en matière climatique depuis quelques décennies

Pourquoi les COP ?

Mises en place en 1994, après le sommet de la terre de 1992, les COP se sont organisées chaque année dans un pays différent, alternativement un pays du nord et un pays du sud. Elles rassemblent les représentants de 195 États,

ainsi que les acteurs de la société civile : organisations non gouvernementales (ONG), collectivités territoriales, syndicats, entreprises, etc... Ces COP ont pour objectif de prendre des engagements en faveur du climat et de les faire appliquer. Ils étaient 30 000 présents à la COP 26 à Glasgow en 2021.

Il y avait eu un petit espoir après l'accord sur le protocole de Kyoto en 1997. Celui-ci visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ratifié en 2009 par 184 États, il a volé en éclats à la COP de Copenhague dès la fin 2009 quand il a été question de prendre des engagements. Les États du sud et insulaires, constitués en "groupe des 77", déjà fortement victimes du dérèglement climatique, exigeaient que TOUS les États s'engagent à y remédier. Malgré leur pression, l'accord de Copenhague est resté en dessous de tous les espoirs, La Chine et les États-Unis s'opposant notamment à la mise en place d'un accord contraignant (un accord contraignant entraîne des sanctions pour les États ne le mettant pas en œuvre).



Cette attitude des États du nord s'est renouvelée en 2015 (COP 21 à Paris) pour un nouvel accord. L'accord de Paris fixe un objectif chiffré pour l'augmentation de la température moyenne à l'échelle de la fin du siècle, 1,5°C, mais sans aucune réglementation contraignante, aucun interdit.

Comble de l'indécence, la COP 27 de cette année 2022, est prévue en Égypte, un pays désertique doté de stations de ski indoor avec de la fausse neige et de vrais pingouins. Ces projets sont gérés par une société basée à Dubaï dotée de 1,2 milliards \$ de fonds verts pour son engagement à réduire ses consommations d'eau et d'électricité dans ses centres commerciaux.

Voilà une très rapide histoire des COP. Ces conférences déplacent plusieurs dizaines de milliers de personnes venues, en avion, de tous les pays du monde pour discuter pendant 15 jours et n'aboutir à rien de réellement efficace.

Autre structure mise en place dans la lutte contre le dérèglement climatique, le GIEC

Créé en 1988 à la demande du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Japon, Italie et Royaume-Uni) sous la pression de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, le GIEC, groupe international des experts pour le climat, a été constitué pour produire régulièrement une évaluation scientifique et technique exhaustive du changement climatique. Six rapports ont été publiés depuis 1990, de plus en plus alarmants.

Pourquoi ne sont-ils pas écoutés ?

Le dernier, d'avril 2022, se faisait un cran plus alarmiste. Ce rapport lance un avertissement très sérieux sur les conséquences de l'inaction politique. Plusieurs chercheurs le disent "Le changement climatique menace de plus en plus la santé et les moyens de subsistance des populations du monde entier, et entraîne des impacts sévères potentiellement irréversibles sur la nature. une insécurité alimentaire et hydrique aiguë, pour des millions de personnes et les populations à faible re-

venu». Face aux effets irrémédiables et à un manque évident de volonté politique pour les atténuer, certains scientifiques du GIEC se positionnent clairement : "Le changement climatique est un défi mondial qui exige des solutions locales. Le rapport souligne les changements de mode de vie qui seront nécessaires, notamment dans les pays riches et parmi les personnes aisées au niveau mondial. S'abstenir de surchauffer ou de trop climatiser les habitations, marcher et faire du vélo, réduire les voyages en avion et utiliser moins d'appareils énergivores, les habitudes alimentaires dans de nombreuses régions riches du monde devront également baisser leurs consommations excessives de viande et de poissons " (1).

Comment en est-on arrivé là ?

Les alertes sont extrêmement sérieuses, appuyées par une multitude de données chiffrées, mais cette connaissance ne se traduit pas en décisions et réglementations contraignantes pour bloquer cette machine destructrice .

Les responsables politiques sont dans ce domaine, comme dans bien d'autres, incapables de prendre les décisions appropriées, pourquoi ?

Car ils y ont des intérêts : les responsables du dérèglement climatique, ceux qui produisent les gaz à effet de serre, sont les entreprises multinationales "maîtres du monde", à commencer par celles de l'énergie, mais aussi celles de la chimie, de l'agro-industrie, du numérique (2) ... toutes, des entreprises "protégées" par les responsables politiques : en effet, ces derniers encouragent le développement de ces sociétés pour assurer la sacro-sainte

croissance et la croyance mythique dans le progrès. Tous ces responsables y ont déjà occupé un poste ou attendent d'y être nommés, en général comme dirigeant, dès que leur mandat politique sera terminé, c'est ce qu'on appelle le "pantouflage".

TotalEnergies est un des meilleurs exemples de l'incohérence politique : la première multinationale de l'énergie en France, est la pire en matière d'émissions de gaz à effet de serre. "Elle fait partie des vingt entreprises qui ont le plus contribué au réchauffement climatique actuel. Elle n'a cessé de freiner et retarder les politiques climatiques les plus ambitieuses, y compris en dissimulant depuis 1971 les effets «potentiellement catastrophiques» de ses activités sur le climat. Encore aujourd'hui, plus de 70% de ses investissements concernent le pétrole et le gaz. Elle s'apprête ainsi à ouvrir l'équivalent de 18 centrales à charbon rien qu'avec les projets pétro-gaziers qu'elle a dans les cartons d'ici à 2025, alors que l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ont montré qu'il ne fallait plus investir dans de nouveaux projets gaziers ou pétroliers. Il faut impérativement que TotalEnergies arrête d'agir ainsi" (3). Cette entreprise, soutenue par nos gouvernants pour doper leur croissance, a multiplié par 2 ses dividendes versés en un an. C'est la 1^e entreprise du CAC 40 en capitalisation boursière.

Nos gouvernants veulent doper la croissance, mais quelle croissance ? Celle qui nous permet de nous déplacer toujours plus (et donc d'utiliser toujours plus d'énergie fossile) avec nos voitures, camions, avions, bateaux ? celle qui veut nous maintenir tou.tes dans toujours plus de confort et toujours plus de consommation ? Celle qui rend tous les jeunes et moins jeunes accrochés à leur smartphone en permanence ? celle qui a transformé nos paysans en ouvriers épandeurs de pesticides ?

NON nous ne voulons pas de ce système. Contrairement à ses promesses, il rend cette terre de plus en plus inhabitable. Il faut s'en échapper pour assurer une vie digne à nos enfants et petits enfants.

Vivre sur cette terre et la sauvegarder, avec tous les êtres vivants humains et non humains, nécessite des changements radicaux de modes de vie, à commencer par prendre soin de tout le vivant qui nous entoure, revenir à nos besoins essentiels et développer l'autonomie autant que possible. [jacqueline]

1. <https://divergences.be/spip.php?article3541&lang=fr>

2. À noter que le numérique est le secteur qui a le plus bénéficié d'aides publiques pendant la pandémie, sans aucune condition climatique.

3. https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/nommons-les-cancules-du-nom-de-leurs-responsables-20220823_NYWQSUWVZACRN-DUAKALPAWEL4/

La politique énergétique de l'État met le pays en danger

Notre pays, de plus en plus dépendant des pays voisins pour assurer son approvisionnement en électricité, apparaît particulièrement fragile pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine et aux événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents.

En prolongeant le fonctionnement des vieux réacteurs, il accroît le risque de catastrophe atomique. En prétendant lancer la construction de nouveaux réacteurs EPR, le gouvernement s'enferme dans des choix de politique énergétique qui nous amènent dans un mur.



La vétusté de nos centrales, l'émergence de défauts génériques et le réchauffement climatique entraînent, avec l'arrêt de la moitié du parc, une production insuffisante pour assurer les besoins en électricité du pays. Il en résulte un appel croissant au soutien des pays voisins.

Si jusque-là, la France a pu compter sur le réseau européen pour assurer ses pointes de consommation, ses besoins d'importation en cours de journée en outre s'accroissent avec la défaillance de ses centrales, tandis que l'importation réduite d'hydrocarbures russes va rendre plus difficiles et plus chers les transferts d'électricité depuis les pays proches.

Le pays est donc confronté à de sérieuses difficultés : hausse importante du prix de l'électricité, délestages probables en période de pointe (coupures de courant temporaires et localisées) afin d'éviter un effondrement du réseau au cas où la consommation dépasserait l'énergie électrique disponible. La tentation est grande de faire fonctionner des équipements en dehors des normes de sûreté et de faire courir le danger d'une catastrophe atomique. On ne peut pas compter sur la vigilance de l'Autorité de sûreté nucléaire, trop soumise aux impératifs de survie de cette industrie.

Notons, pour en rire si c'est possible, que l'ASN a dénoncé le cas caricatural des groupes électrogènes diesel de secours des réacteurs nucléaires : cette technique on ne peut plus rustique, sur laquelle repose notre sécurité, est déclarée défaillante, en particulier en cas de séisme ! Et ils peuvent même prendre feu au démarrage.

Comment en est-on arrivé là ? Il faut pour le comprendre remonter aux choix de politique énergétique engagés par l'État depuis une soixantaine d'années : investissements massifs et coûteux dans le « tout nucléaire » électrique, avec la construction à marche forcée de 58 réacteurs, qui de ce fait arrivent tous en fin de vie dans la même décennie, promotion du chauffage électrique, encore relancé actuellement alors qu'en Suisse par exemple il est interdit, développement de la climatisation, autant d'obstacles au développement de l'efficacité énergétique et à la de moyens de production d'énergie renouvelable décentralisés et beaucoup moins dangereux que le nucléaire (solaire, éolien essentiellement).

Cela n'empêche pas l'État de prétendre vouloir relancer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires EPR au nom d'une indépendance énergétique chimérique, du soi-disant faible coût de l'électricité nucléaire, en fait financé par nos impôts pour éviter la faillite d'EDF, et de la prétendue production d'énergie décarbonée.

Mais l'énergie nucléaire n'est pas une solution face au réchauffement climatique, même si la France a réussi, à force de lobbying, à la faire adopter par l'Union européenne pour qu'elle soit considérée comme énergie de transition.

En effet, le faible rendement thermique des centrales fait que les deux tiers de la chaleur produite ne servent qu'à réchauffer l'environnement. De surcroît, la pénurie d'eau et les conditions climatiques extrêmes en rendent le fonctionnement intermittent.

De plus, sachant qu'au maximum de ses possibilités, l'électricité nucléaire a couvert à peine 17 % de la consommation totale d'énergie en France, il faudrait, pour réduire significativement la consommation d'énergie fossile, construire près de 200 réacteurs, et cela dans des délais extrêmement courts. Est-ce seulement imaginable ?

Enfin, avec tout ce qu'elle implique d'extraction de matériaux, de béton, d'énergie, de transports, de rejets, c'est un mensonge de prétendre que l'énergie nucléaire est décarbonée.

N'oublions pas non plus l'énorme production de déchets radioactifs, à gérer pour des temps infinis à notre échelle, les dégâts sur la santé des êtres vivants et bien sûr les risques de catastrophe !

Aux mains de la nucléocratie, l'État s'entête, ne veut rien comprendre, cela pour protéger les intérêts de grands groupes et d'élus locaux bénéficiant de la « manne » nucléaire, mais aussi pour préserver la maintenance de la force de frappe au nom de sa « grandeur ». Il s'apprête déjà à annoncer la construction de 6 réacteurs EPR au mépris de toute démocratie.

Pourtant il est acquis que l'avenir passe par d'autres voies. Et d'abord par la sobriété et l'efficacité énergétiques, appliquées jusqu'au plus haut sommet de l'État et des grandes entreprises, la meilleure énergie étant celle qui n'est pas consommée. Ce n'est certainement pas le développement du transport routier, l'éloge de la vitesse,

le soutien inconditionnel aux industries aéronautiques (y compris militaires) et automobiles (voitures électriques), le numérique, etc., qui répondront à cette attente.

Il est aussi possible, on le sait, de produire une électricité moins chère et moins polluante, à partir de l'énergie qui nous parvient naturellement du soleil. L'Allemagne, l'Italie, produisent déjà la moitié de leur énergie de cette façon et vont accélérer cette production, pour être moins dépendants du gaz et du charbon. Avec l'Espagne, ce sont ces pays qui comblent notre déficit de production électrique aux heures de pointe, et de plus en plus souvent dans la journée, pour l'instant du moins.

L'annonce de décisions de construction de nouveaux réacteurs et de nouveaux équipements de gestion des déchets (Cigeo à Bure, piscines à la Hague) sans consultation démocratique relève de la fuite en avant. Elle doit provoquer une réaction massive et radicale : revendiquons l'arrêt du nucléaire sans délai, à commencer par celui des plus vieux réacteurs. C'est la condition pour que les sommes considérables investies dans l'énergie nucléaire soient utilisées plus utilement.

[Annie et Pierre Péguin, suite aux Journées d'été du collectif Arrêt du Nucléaire, juillet 2022]

Vendanges sauvages chez Bernard Arnault

Dimanche 28 août, 300 personnes, réunies à l'appel de la Confédération Paysanne et du mouvement des Soulèvements de la Terre, ont investi dans le Var une parcelle de vignes du château d'Esclans, accaparée par le groupe LVMH, dirigé par le milliardaire Bernard Arnault.



Deux convois différents se sont rejoints aux pieds des rangs de vignes en chantant « Ô Bernard Arnault, espèce de blaireau, on vient vendanger chez toi ! » sur l'air d'avertissement frondeur du mouvement des gilets jaunes ou encore « Bernard si tu savais, ton pinard ce qu'on en fait. Du jus ! Du jus ! Aucune hésitation ! On boit, on boit, à la révolution ! ».

Après une distribution de 200 sécateurs, les vendangeurs sont passés directement des déclarations d'intention à l'action et ont entrepris de vendanger sans plus attendre les profits des spéculateurs ! Suite à la vendange

rapide de 1,5 tonne de raisins, une déambulation parmi les vignes puis sur la départementale a mené le convoi jusqu'à la future cave de LVMH pour y installer des pressoirs et fouler le raisin pour en faire plus de 1000 litres de jus.

Ce raisin était initialement destiné par Bernard Arnault à la production de la cuvée Whispering Angels. C'est sur ce domaine que le milliardaire revendique fièrement de produire le rosé le plus cher du monde.

Le vignoble du Var est comme bien d'autres la proie d'investisseurs qui font flamber le prix du foncier et placent l'avenir du territoire sous la mainmise de grands groupes. Bernard Arnault est en train de se constituer un véritable monopole. Sa propriété comprend environ 140 hectares de vignoble et plus d'un millier d'hectares

qu'il s'octroie en achetant le vin des viticulteurs locaux. L'accaparement des terres conduit à une spéculation foncière insoutenable. Aujourd'hui, les prix sont si élevés (jusqu'à 120.000 € l'hectare pour des terres classées en Côtes-de-Provence) que toute nouvelle installation est bloquée, notamment pour les jeunes. Il y a un véritable enjeu de renouvellement des générations, car près d'un agriculteur sur deux partira à la retraite dans les dix prochaines années. Cette nouvelle action d'occupation de terre visait à protester contre l'accaparement des terres agricoles et la financiarisation qui en découle.

La terre aux paysan.nes et celles et ceux qui en prennent soin ! Accapareurs et spéculateurs, hors de nos vignes et de nos vies !

Cévennes Rebelles ?

Sur cette terre où poussent entremêlés de fougères et de ronces impérieuses, quelques jeunes arbres rompus à la rudesse des saisons, la montagne perd sa patience et tire ses dernières limites bien au delà de ses illusions communes

ici, dans ces vallées étroites, ces reliefs abrupts, au soleil assassin et aux pluies meurtrières naissent et meurent sans alternative toutes les déterminations rebelles d'un peuple que je souhaiterais éternellement désobéissant.

à travers l'histoire de ses versants, de ses restanques abandonnées, de ses ruisseaux intimes, on peut, les jours de grand silence entendre la plainte des révoltés...

le vol étouffé de la hulotte

la balade décidée du hérisson

est-ce le relief qui a forgé ce peuple fier et austère ?

ou

est-ce ce peuple qui a sculpté, à force de résistance, ces pentes capricieuses, où se remonte sans compter, chaque pierre ramassée ?

il y a si longtemps déjà, mes pas se sont arrêtés là, un jour d'hiver, sur ces montagnes sauvages

et toujours ce besoin primitif de rêver un autre monde...

certains cauchemars pourtant hantent la vallée

du Larzac aux Cévennes

il ne suffisait que d'une manœuvre étatique et militaire pour qu'entre pins et châtaigniers

se présente

une odeur toute nouvelle de guerre et de poudre à canon vêtus de leurs uniformes d'ayant droit à tout...

assignés à l'absurde

képis blancs et grenades à sept flammes



se sont installés sur cette terre dissidente violant de par leur présence une vallée et son histoire toute entière

privant d'un futur certain

un jardinier-paysan-éleveur-rêveur

devenu sans avenir

transformant lentement

les pierres polies par les rêves et les nuages

d'une vieille ferme cévenole

en bastion d'hostilité..

la rivière s'assèche sans attendre

la vase s'installe dans nos têtes nos cœurs nos poumons

les poissons meurent sans prière

le monde de la forêt s'éclipse dans la fournaise

et le vent chargé de malaise dans un dernier espoir

rappelle sur son passage

qu'un peuple qui désobéit est un peuple qui réfléchit

[anna]

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: episodecevenol@laposte.net

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.